

## Burundi : Le parti d'opposition MSD d'Alexis Sinduhije suspendu pour six mois

Jeune Afrique, 14 avril 2017 Burundi : le gouvernement suspend le parti d'opposition MSD pour six mois et l'oblige à fermer ses permanences. Le parti d'opposition MSD (Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie) a été suspendu d'opposition au gouvernement au début du mois et ses locaux doivent désormais être fermés. Le pouvoir accuse Alexis Sinduhije, son président-fondateur, de "vouloir combattre le Burundi" après avoir formé un groupe armé.

Prise le 4 avril dernier, la décision comporte trois grandes accusations. « Le Parti MSD s'est engagé à former un groupe armé pour combattre le Burundi [sic], continue à violer la loi sur les partis politiques [et ses] membres continuent à afficher un comportement raciste et à encourager la violence et la haine » (sic), charge Pascal Barandagiye, ministre de l'Intérieur, dans son ordonnance qui suspend pour six mois le parti d'Alexis Sinduhije et ferme ses locaux sur tout le territoire national. La mesure survient après la diffusion d'un document sonore non authentifié, d'abord mis en ligne sur un site d'information proche du pouvoir, où l'on entend ce qui semble être la voix d'Alexis Sinduhije affirmer que « seules les armes pourront chasser Nkurunziza du pouvoir ». Une bande-son qui n'a pas manqué d'agiter les réseaux sociaux. Dans le même site, qui ne précise ni le pays où la réunion s'est tenue, ni la date d'enregistrement, le MSD exprimait devant la diaspora burundaise en Europe. Le lien de cause à effet entre la mesure prise par le gouvernement et la diffusion de l'enregistrement reste à établir. « Il est difficile de savoir pourquoi cette décision est maintenant. La Monusco a signalé la présence des rebelles à la solde du patron du MSD sur le sol congolais il y a bien longtemps. Le ministre n'a rien dit de neuf », commente Filip Reyntjens, professeur d'Université à Anvers, en Belgique, spécialiste de la région des Grands lacs. Le MSD remonte à la riposte ne s'est pas faite attendre. François Nyamoya, secrétaire général du MSD, trouve que les dispositions de suspension et de fermeture des locaux du parti contenues dans l'ordonnance devraient plutôt s'appliquer au Cndd-Fdd, au pouvoir, qui selon lui « enseigne la haine ethnique et préne au vu et au su de tout le monde le viol collectif des femmes et des filles de l'opposition ». Après avoir souligné que le MSD n'était pas fait de « va-t-en-guerre », le secrétaire général a déclaré dans un communiqué mercredi 12 avril que « les tergiversations de Pierre Nkurunziza s'engager dans un véritable dialogue inclusif et les incessantes violations des droits de l'Homme, finiraient par engager même les plus pacifistes des Burundais sur la voie de la résistance armée ». Le RED Tabara en toile de fond Car le MSD dispose bel et bien d'une branche armée, comme le rappelle par ailleurs le dernier rapport de l'ONG Crisis Group : le RED Tabara (Résistance pour un État de droit au Burundi). Il s'agit d'un mouvement qui en est venu à recourir aux armes contre le régime sans pour autant s'opposer aux tentatives de médiation », souligne le document d'une vingtaine de pages. « Le RED Tabara est fait majoritairement de jeunes qui étaient engagés dans les manifestations contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza », à l'origine un ancien du MSD, d'explorant au passage « un manque d'expérience et de formation » fatal fin 2015.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});